

**Arrêté n° 2735/2025/100**

**fixant des mesures conservatoires et des prescriptions techniques  
suite à des modifications sur une chaîne de traitement de surface  
et prises en application de l'article L. 171-8.I du Code de l'environnement**

**Société PORAL - Commune d'Oloron-Sainte-Marie**

**LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES  
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

- Vu** le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 171-11, L. 511-1, L. 512-20, L. 514-5 et L. 557-53,
- Vu** le décret du 5 juillet 2024 portant nomination de Monsieur Samuel GESRET secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques,
- Vu** le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de Monsieur Jean-Marie GIRIER préfet des Pyrénées-Atlantiques,
- Vu** l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2560 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son annexe II,
- Vu** l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- Vu** l'arrêté préfectoral autorisant la société INDUSTRIEL METAL à exploiter un atelier de frittage et de travail des métaux sur la commune d'Oloron-Sainte-Marie en date du 24 novembre 1972,
- Vu** les récépissés de déclaration n° 77/IC/068 du 4 avril 1977, n° 92/IC/115 du 30 avril 1992, n° 99/IC/491 du 6 décembre 1999 délivrés à la société Oloron Frittage, Sintertech, Federal Mogul Sintered Products pour l'exploitation d'un établissement de fabrication de pièces de frittage sur la commune d'Oloron-Sainte-Marie,
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 09/I1C/214 du 29 septembre 2009 actualisant les prescriptions applicables à l'ensemble des installations de la société Federal Mogul Sintered Products à Oloron-Sainte-Marie,
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 64-2025-06-26-00002 du 26 juin 2025 donnant délégation de signature à Monsieur Samuel GESRET secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques,

- Vu** le récépissé n° 735/20/33 délivré à la société PORAL SAS actant le changement d'exploitant en date du 10 août 2020 suite au rachat de Federal Mogul,
- Vu** le signalement en date du 26 septembre 2025 relatif à des rejets atmosphériques constatés depuis les installations de la société PORAL,
- Vu** les échanges avec l'exploitant, des 2 et 3 octobre 2025, sur les actions à mener suite aux rejets atmosphériques ayant fait l'objet d'un signalement,
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 3 octobre 2025 suite à la visite du site du 2 octobre 2025,
- Vu** les observations de l'exploitant formulées lors d'une visioconférence en date du 3 octobre 2025,
- Considérant** que des rejets atmosphériques susceptibles de présenter des dangers et inconvénients pour les riverains ont été signalés le 26 septembre 2025 sur les installations de la société PORAL,
- Considérant** que ces rejets atmosphériques proviennent de la chaîne de traitement de surface venant d'être remise en service à un nouvel emplacement au sein de l'établissement,
- Considérant** que toutes dispositions doivent être prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé ou à la sécurité publique,
- Considérant** qu'il convient de fixer des mesures conservatoires et des prescriptions techniques pour garantir la conformité des rejets atmosphériques avec la réglementation,
- Considérant** que les délais de présentation préalable en CODERST de cet arrêté ne sont pas compatibles avec la nécessité de mettre en place les prescriptions susvisées,
- Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques,

## **ARRÊTE**

### **Article premier : Objet**

La société PORAL, dont le siège social est situé Zone Industrielle de Legugnon, rue du Pic d'Ayous à Oloron-Sainte-Marie (64400), est tenue de mettre en œuvre, dans les délais prévus, les dispositions du présent arrêté pour ses installations situées rue du Pic d'Ayous sur la commune d'Oloron-Sainte-Marie.

### **Article 2 : Mesures immédiates de réduction des émissions atmosphériques**

L'exploitant met en œuvre les mesures suivantes :

#### **2.1 Réduction de la quantité d'huile utilisée dans le process de fabrication**

L'exploitant réduit au maximum (au minima technique de la machine de calibrage) la quantité d'huile utilisée dans l'étape de calibrage du procédé de fabrication des pièces subissant le traitement de surface.

#### **2.2 Réduction de la production**

L'exploitant alimente la chaîne de production par l'introduction dans le four des lots comprenant trois pièces, en lieu et place des lots de cinq pièces précédemment introduits simultanément.

D'autres mesures peuvent être mises en œuvre sous réserve d'une information préalable et d'une validation par l'inspection des installations classées.

### **Article 3 : Plan d'action de mesures de réduction des émissions**

Dans un délai de huit jours à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet, à l'inspection des installations classées, un plan d'action décrivant et précisant les délais de réalisation des modifications suivantes :

- 3.1 Mise en place d'un émissaire des rejets atmosphériques adapté aux types de rejets et à la configuration des installations et conforme aux dispositions des articles 34 et 36 et de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé.
- 3.2 Remplacement du brûleur du four.
- 3.3 Installation d'un système de traitement des rejets atmosphériques (filtre, charbon actif, etc.) en adéquation avec les rejets identifiés.

Ce plan est complété en fonction des résultats des analyses de la surveillance fixée à l'article 4.

La mise en œuvre des premières modifications ne dépasse pas quinze jours à compter de la notification du présent arrêté et celles de l'ensemble des mesures un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté. Ces délais pourront être prorogés après avis de l'inspection des installations, sur demande dûment justifiée et en l'absence d'impact sanitaire avéré.

### **Article 4 : Surveillance des émissions**

En complément de l'analyse des rejets atmosphériques réalisée par le laboratoire en date du 1<sup>er</sup> octobre 2025, l'exploitant fait réaliser une nouvelle analyse des rejets à l'issue de la mise en place de chaque modification apportée à ses installations (réduction de la quantité d'huile utilisée et de la production, traitement, cheminée, brûleur) de façon à quantifier l'impact sur les rejets des mesures mises en œuvre.

Les analyses des rejets atmosphériques devront porter a minima sur les paramètres suivants : COV, BTEX, hydrocarbures (C6-C20), métaux lourds, oxydes de soufre et oxydes d'azote.

Les résultats sont transmis dès réception à l'inspection des installations classées.

La fréquence des campagnes de mesures et la liste des paramètres contrôlés pourront faire l'objet d'une révision en fonction des résultats des différentes campagnes et après validation par l'inspection des installations classées.

### **Article 5 : Évaluation des risques sanitaires**

Sous quinze jours à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant réalise et transmet à l'inspection des installations classées une première évaluation commentée des risques sanitaires liés aux émissions atmosphériques de l'unité de traitement par vapeur d'eau (TVE).

Cette étude est complétée et mise à jour en fonction des données issues de la surveillance mentionnée à l'article 4 ci-dessus.

Le rapport complet de l'évaluation des risques sanitaires est transmis au plus tard sous deux mois à l'inspection des installations classées.

### **Article 6 : Porter à connaissance relatif à la mise en place d'un nouveau four**

Le four utilisé actuellement dans les installations devant faire prochainement l'objet de son remplacement par un nouveau four, conformément à l'article 6 de l'arrêté préfectoral n° 09/IC/214 du 29 septembre 2009, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un porter à connaissance comprenant tous les éléments d'appréciation relatifs à cette modification.

Le porter à connaissance est transmis à l'inspection des installations classées, dans un délai minimal d'un mois avant sa mise en fonctionnement.

Un nouveau contrôle des rejets atmosphériques est réalisé dès la mise en fonctionnement du nouveau four.

#### **Article 7 : Sanctions**

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 2 à 6 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

#### **Article 8 : Délai et voie de recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Pau, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, soit dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

#### **Article 9 : Publicité**

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département pendant une durée minimale de deux mois.

#### **Article 10 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, la sous-préfète d'Oloron-Sainte-Marie, le maire d'Oloron-Sainte-Marie, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine, les inspecteurs de l'environnement placés sous son autorité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société PORAL.

Pau, le 3 Octobre 2025

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
le secrétaire général